



ÇA PRESSE! n°1

N° 1 - Parution périodique du secteur presse - site en construction sur le portail de la CNT : <http://cnt-f.org>

Secteur presse, c/o syndicat de la Communication région parisienne - 33, rue des Vignoles, 75020 Paris - 01 43 72 21 67 - presse.rp@cnt-f.org

SOMMAIRE

P.2 BELLINI RISE AGAIN

De fusion en fusion, Bellini, la caisse des journalistes, grossit, grossit...

Au profit de ses affiliés, les professionnels qui cotisent ? Douteux...

Au profit de ses salariés? Certainement pas...

3 ENJEUX POUR FRANCE 3

L'audiovisuel public en grève, les salariés se retrouvent exposés à une dure réalité : les médias, lorsqu'ils en parlent, réduisent le conflit à une question salariale. Pourtant, la grève a bien d'autres enjeux.

LE NET PAS TRÈS NET AVEC LES E-JOURNALISTES

Bienvenue sur le Net ! Liberté, réactivité, gratuité... Internet devait marquer l'apogée de l'ère de l'information. Mais les façades de verre et d'acier se lézardent : précarité, droits bafoués, information maltraitée...

COUP BAS SUR LES DROITS D'AUTEUR

Les droits d'auteur, c'est dépassé ? Comme le syndicalisme ? Ben voyons! Les photographes ne sont pas prêts à laisser leurs oeuvres en pâture au marché !

P.3 LES MATINS BLÊMES DE FRANCE-SOIR

Depuis que les Italiens de Poligrafici Editoriale ont racheté «France Soir » pour un franc symbolique, la tendance est au sit-com cheap, avec Philippe Bouvard en guest-star... dur !

GRATUITS : LA « MENACE FANTÔME »

Surgis de la nuit, les gratuits prospèrent, même si leur rentabilité n'est pas encore assurée. Mais qui sont-ils ? Où vont-ils ? D'où viennent-ils? Eléments de réponse...

STAGIAIRES : DE LA SERVITUDE VOLONTAIRE...

Dans le bateau : un jeune stagiaire aux rêves fous et une rédaction au budget compressé. A la fin du stage, qui tombe à l'eau ?

P.4 BRÈVES :

Infopress compresse ses salariés.

SECTEUR PRESSE : UN AN APRÈS

Un an après les premiers pas du secteur presse, un bilan plutôt positif... et des perspectives.

C'EST LE SECTEUR PRESSE QUE V'LA !

L'information n'est pas une marchandise... ceux qui la font non plus !

Il est temps de s'organiser pour résister aux logiques patronales

DU JOURNALISME ALIMENTAIRE AU RÉGIME MINCEUR

La bonne nouvelle : les patrons de presse se souviennent soudain qu'il existe des rédactions dans leurs entreprises. La mauvaise : c'est pour leur serrer la ceinture...

Dans la grande tournante qui secoue en ce moment les journaux français, les critères ne tiennent aucun compte ni de l'intérêt des lecteurs ni des missions des travailleurs de l'information. Sur fond de chute des recettes de pub et, pour nombre de titres, de baisse des chiffres de vente, la concentration capitalistique accélère les processus d'industrialisation et de " globalisation " de la presse au nom des sacro-saints coûts de gestion. Plus que jamais, l'information est traitée comme des boîtes de petits pois.

Des sacrifices...pour les salariés

L'onde de choc se répercute bien au-delà de la chair à canon habituellement en première ligne. Si les pigistes et autres précaires sont bien sûr essorés à fond, réduits à des variables d'ajustements budgétaires, des salariés qui semblaient protégés se retrouvent confrontés au " régime minceur ". Toutes les formes de presse sont concernées : les souffreteux quotidiens nationaux, les arthritiques quotidiens régionaux, les arrogants " news " hebdomadaires, les nouveaux riches " sociétaux " et spécialisés. Ainsi que, cruelle ironie, les titres qui brament le bréviaire de l'impitoyable mais incontournable économie de marché !

Comme d'habitude, les patrons-financiers pleurnichent sur la conjoncture et déroulent leur sempiternel chantage aux sacrifices nécessaires à la survie. Une petite cuisine mal digérée cette fois, y compris dans les rédactions les plus paisibles : les refus de plans sociaux économiques et autres motions de défiance sur l'indépendance éditoriale fleurissent en cet automne.

Les fast-food de l'information

Il n'est que temps : les dimensions économique et déontologique sont bien sûr inextricablement mêlés. Le schéma industriel sur lequel les prescripteurs tentent de calibrer de façon de plus en plus évidente les activités de presse est une sérieuse menace pour nos métiers et pour la notion même d'information. Un modèle général que dessinent plus précisément encore les nouveaux quotidiens généreusement distribués sur le pavé, totalement dédiés au juteux fromage du marketing et de la pub, avec une info " light " réchauffée à moindre coût en simple garniture.

Ces décideurs présument que le public ne se fera pas trop tirer l'oreille pour s'assoupir définitivement à l'insipide " fast-food " du lecteur-consommateur. Pas si sûr ! Les mésaventures de " France Soir " font l'affligeante démonstration qu'une recette sans vrai projet éditorial peut vite tourner au vinaigre !

Les professionnels pour une presse digne

Cet " automne chaud " de la presse française, audiovisuel inclus, prouve en tout cas qu'il revient aux travailleurs de l'information de monter en première ligne pour résister à la logique du tout-mercantile. Nous restons les premiers à pouvoir défendre la nécessaire ambition d'informer, pointer les dangereuses manœuvres affairistes, remettre en question l'organisation structurelle du secteur, interroger la pertinence de nos médias et la relative désaffection du public.

Pour cela, toutes corporations confondues, sachons faire respecter nos compétences, notre éthique et notre engagement quotidien pour une presse digne qui ne soit pas l'otage permanent de l'hystérie boursière.



BELLINI RISE AGAIN

De fusion en fusion, Bellini, la caisse des journalistes, grossit, grossit... Au profit de ses affiliés, les professionnels qui cotisent? Douteux... Au profit de ses salariés ? Certainement pas...

Bellini, Bellini-Gutemberg, Bellini-Gutemberg-GRISS. Après la fusion des caisses des journalistes et des ouvriers du Livre, c'est avec celle du spectacle que la nouvelle entité s'allie.

Dans quel intérêt ? Il est loin d'être certain que ce soit dans celui des travailleurs qui cotisent. Des

rumeurs de fonds de pension, de rentabilisation, des histoires de marchés financiers circulent...

La CNT est implantée depuis 1996 dans Bellini. Une campagne acharnée avait précédé la fusion entre Bellini et Gutemberg. L'objectif : détruire la CNT. Raté : plus forte que jamais, la section investit de nouveaux centres.

Aujourd'hui, la direction veut externaliser le service informatique. L'externalisation, une des armes préférées des patrons pour casser les luttes, les solidarités, les avantages que les salariés ont conquis localement, pour exercer une pression extrême sur eux sans avoir à

assumer les conflits collectifs. L'externalisation : un procédé qu'on imaginerait à mille lieux d'une caisse dont l'objectif déclaré l'intérêt des salariés, cogérée par des syndicats assurer leur protection. Et pourtant...

Mais la CNT ne laissera pas faire. La section mobilise pour contrer ce projet. Nous ne laisserons pas transformer l'IPS Bellini-Gutemberg-GRISS en banale entreprise privée gérant avant tout ses propres intérêts. Nous ne nous laisserons pas précariser, démembrer, nous ne nous laisserons pas brader à des multinationales de l'exploitation.

section Bellini, secteur presse

3 ENJEUX POUR FRANCE 3

L'audiovisuel public en grève, les salariés se retrouvent exposés à une dure réalité : les médias, lorsqu'ils en parlent, réduisent le conflit à une question salariale. Pourtant, la grève a bien d'autres enjeux.

Le premier, c'est la remise en cause du service public. La privatisation se fait d'abord rampante, afin d'être achevée plus facilement ensuite. A moins que l'on ne conserve un service public squelettique, tous les organes étant sous contrôle privé. Bonne technique pour que l'argent public engraisse des groupes financiers dont les salariés sont surexploités. Les grévistes demandent la réintégration de la pro-

duction des émissions sous-traitées. Ils demandent aussi que les capacités de production de France 3 soient remises à jour : on liquide d'abord les moyens techniques, et ensuite on prétend ne plus pouvoir se passer des productions privées ! Ils demandent enfin que l'objectif de service public de la chaîne, régionale, revienne au cœur de la programmation.

Le deuxième enjeu concerne l'emploi. A France 3, comme ailleurs, la précarisation s'étend. Les grévistes réclament la « requalification des emplois précaires en CDI dès lors qu'ils correspondent à une activité normale et permanente » (CGT) et la « redéfinition claire des modalités de recours à l'emploi précaire » (intersyndicale).

Le troisième enjeu concerne les salaires. La politique salariale apparemment incohérente permet de détacher la rémunération de critères objectifs (qualification, ancienneté) pour la faire dépendre de critères subjectifs (« capacité d'évolution »... comprendre « soumission »). Les grévistes demandent aussi la fin du blocage des salaires (les profits, eux n'ont jamais été bloqués).

Reconquête du service public, contrats de travail pérennes et définition précise du recours à l'emploi précaire, salaires indépendants des critères patronaux... Ce sont des enjeux primordiaux avec lesquels nous ne pouvons qu'être en plein accord et que nous soutenons.

Secteur presse

LE NET PAS NET AVEC LES E-JOURNALISTES

Bienvenue sur le Net ! Liberté, réactivité, gratuité... Internet devait marquer l'apogée de l'ère de l'information. Mais les façades de verre et d'acier se lézardent : précarité, droits bafoués, information maltraitée...

La manne publicitaire qui devait financer les sites s'est révélée plutôt chiche. Ceux qui ne sont pas revenus à l'accès payant lui allouent donc un budget minimaliste. Le site se retrouve être soit un simple gadget, soit un portail d'accès à des services payants, parfois rempli mécaniquement avec les articles de la version papier. Pour les rédacteurs et les pho-

tographes, cela inclut des remises en cause des droits d'auteur qui ne leur sont pas versés pour cette seconde publication.

Par ailleurs, pas facile d'obtenir sa carte de presse quand on est « e-journaliste ». En effet, bien souvent, les titres qui lancent leur site créent une société distincte, n'ayant pas le statut d'entreprise de presse. « On est assez mal vu, tant par l'extérieur qu'en interne. Une attachée de presse va vous envoyer bouler si vous la contactez. Résultat ? Vous vous retrouvez à reprendre les interviews des autres... ».

SR, maquettistes, rédacteurs, le flou est entretenu. Le statut de journaliste est refusé,

et donc les garanties conventionnelles et les salaires qui vont avec... Le seul avantage ? « On n'a pas trop de pression de la hiérarchie. », sourit une pigiste licenciée d'un site. Un liberté, certes, mais à quel prix ? « La précarité est énorme. On vit au rythme des plans sociaux, explique un autre journaliste. Là, par exemple, on n'a plus de budget pour les piges du site. Celui-ci vivote donc grâce aux papiers que nous envoyons gratuitement des stagiaires souhaitant ainsi se former. Notre webmaster est un stagiaire en contrat de qualification sans que l'on ait de fric pour lui payer son contrat... » Un cas isolé ? Non, un cas d'école.

CNT Presse

COUP BAS SUR LES DROITS D'AUTEUR

Les droits d'auteur, c'est dépassé ? Comme le syndicalisme ? Ben voyons ! Les photographes ne sont pas prêts à laisser leurs oeuvres en pâture au marché !

Le secteur presse soutient pleinement le mouvement des photographes de presse. Les manoeuvres patronales visant à mettre en coupe réglée l'exploitation des oeuvres de l'esprit constituent une nouvelle tentative d'étendre la sphère marchande aux domaines qui lui échappent encore, ceci en dépit du Code de la propriété intellectuelle et du Code du travail. Les photographes de presse, et tous les

auteurs en général, doivent pouvoir conserver leurs droits sur le fruit de leur travail, c'est à dire garder la maîtrise des droits de diffusion et de représentation de leurs oeuvres. Sans cela, les photos (ou autres) seront livrées sans contrôle possible à des groupes qui ont des intérêts parfois contradictoires avec la diffusion de l'information. Ces procédés sont contraires à la déontologie des photographes de presse, notamment pour l'utilisation commerciale des images.

Par ailleurs, devant la recrudescence des procès pour atteinte au droit à l'image, les patrons veulent transférer la responsabilité de la publication sur le seul photographe. Cette proposition atteindra le travail même de reportage, par

l'impossibilité évidente pour le photographe de tenir son boîtier tout en faisant signer une autorisation de publication ! Une mesure d'autant plus dangereuse qu'il est, dans le même temps, question de lui retirer la possibilité de contrôler l'utilisation de ses photos !

Aujourd'hui, les photographes sont visés. Demain, les autres métiers de la presse le seront à leur tour. C'est tous ensemble qu'il faut lutter.

Le secteur presse de la CNT appelle ses sympathisants, ses adhérents de toutes les catégories professionnelles, à une totale solidarité avec les photographes en lutte.

Secteur presse

LES MATINS BLEMES DE FRANCE-SOIR

Depuis que les Italiens de Poligrafici Editoriale ont racheté «France Soir » pour un franc symbolique, la tendance est au sit-com cheap, avec Philippe Bouvard en guest-star... dur !

Lors du précédent plan social, la direction italienne s'était engagé auprès du syndicat national de la presse parisienne à ce qu'il y ait au minimum 55 personnes à la rédaction, dont quatre SR. Jamais cet accord n'a été respecté. A la place, des pigistes et une armée de stagiaires. Résultat : haro sur les dossiers spécialisés et bricolage de l'actualité.

Début de l'été 2002, petit recadrage: le chef du service politique est débarqué. Et le supplément « France Soir Paris » est lancé. Bonne idée, les Parisiens sont en vacances !

Suit une rentrée chaude. Le mouvement part du non-paiement de services effectués par des

ouvriers du Livre, de la volonté de ne pas prendre en charge les heures de nuit et les notes de frais des journalistes et pigistes. En face, la réponse est immédiate: France-Soir connaît la grève la plus longue depuis les années 70. Toutes les catégories s'y retrouvent.

Neuf pigistes sont visés. La direction a également en ligne de mire le président de la Société des Journalistes. L'objectif : une nouvelle réduction des coûts, de 40%. A commencer par les salaires et les piges. Autre menace : les Italiens veulent scinder l'entreprise en deux entités, l'imprimerie d'un côté (rentable avec l'impression de « Métro ») et le journal de l'autre, histoire de pouvoir s'en débarrasser facilement. Face à cela, le personnel se mobilise : un 4 pages dénonce la situation, soulignant les dangers de la concentration de la presse, la situation des précaires et la menace contre le pluralisme...

Aujourd'hui, France Soir survit chichement. Si les Italiens ont effacé l'ardoise (40 millions de

dettes de Presse Alliance à l'égard de Poligrafici Editoriale), les salaires de novembre n'ont toujours pas été versés, les économies restent à l'ordre du jour et une épée de Damoclès menace les neuf pigistes permanents. Quant à la « nouvelle » formule du père des « Grosses Têtes », elle a des allures de mercurochrome pour jambe de bois. 20 pages d'actualité (copier-coller avec l'AFP), 8 pages courses (ça fait vendre), 4 pages sport et 16 pages télé ! Dans sa fuite en avant, France-Soir se situe désormais au niveau de Métro. Le titre pourrait bien être, dans le paysage de la presse quotidienne nationale, le laboratoire social des patrons du secteur.

Parce que la solidarité par delà les divisions catégorielles et entre les entreprises est plus que jamais nécessaire, parce que nous ne voulons pas, demain, nous retrouver dans leur situation, parce que l'information n'est pas une marchandise, soutenons nos camarades !

Secteur presse

GRATUITS : LE « MENACE FANTÔME »

Surgis de la nuit, les gratuits prospèrent, même si leur rentabilité n'est pas encore assurée. Mais qui sont-ils ? Où vont-ils ? D'où viennent-ils ? Eléments de réponse...

Il y a des matins, dans le métro, on se croirait dans une « démocratie populaire » : un petit tour d'horizon... Chacun a son « Métro » ou son « 20 Minutes » entre les mains. Pas un canard payant ! De quoi en bouffer sa carte de presse. Depuis leur lancement pour le moins agité, les gratuits ont fait leur trou.

Derrière ces titres, se camouflent de grands groupes internationaux qui vivent de la pub. Certes, « Métro », à l'instar d'une théorie scientifique, offre lui-même ses conditions d'invalidation : l'hypocrite «Pour avoir un regard plus complet sur l'actualité, lisez les autres journaux », ou encore les signatures « AFP »... Mais la stratégie de «20 minutes» est plus pernicieuse. Au point que, désormais, ce gratuit



est cité dans certaines revues de presse. A sa tête, un ancien de Libération. En dessous, une trentaine de vrais journalistes. Mieux !

L'impression de vivre l'aventure d'un journal qui se lance. Avec des contraintes, de nouveaux défis : trouver des angles « différents », faire des papiers « décalés »... Surtout, couper tout lien avec la pub. Au point que certains journalistes idéalisent le titre comme « marche-pied dans l'information pour des personnes qui n'auraient pas eu le réflexe d'acheter un journal payant et qui se seraient contentés du JT de 20 heures ». C'est oublier la compression des coûts, l'information à la petite semaine avec des dépêches d'agence à peine remaniées...

Les grands quotidiens, leur information souvent dévoyée, au service d'intérêts financiers, ont leur part de responsabilité dans l'arrivée des gratuits. L'indépendance d'un journal se mesure aussi à la place de la publicité dans son financement... Les gratuits sont l'aboutissement d'une presse qui a perdu toute indépendance, garantie par l'argent des lecteurs, où l'information n'est plus qu'un alibi pour vendre de la pub.

Presse quotidienne, secteur presse

STAGIAIRES : DE LA SERVITUDE VOLONTAIRE...

Dans le bateau : un jeune stagiaire aux rêves fous et une rédaction au budget compressé. A la fin du stage, qui tombe à l'eau ?

C'est en forgeant qu'on devient forgeron. Et c'est en étant stagiaire qu'on devient un bon petit journaliste docile, corvéable à merci. A l'horizon : piges, peut-être CDD. Pour le CDI, il faudra encore attendre. Pire, cette servitude est acceptée et même réclamée par des stagiaires capables de travailler chez Quick le week-end pour pouvoir survivre.

La rémunération est symbolique. C'est la fierté d'une première brève publiée ailleurs que dans

le journal du lycée ! Le stagiaire s'enquillera des semaines durant de la dépêche AFP, découvrant à l'occasion que le remplissage des colonnes nécessite davantage une bonne maîtrise du « copier-coller » que des compétences de grand reporter. « C'est le métier qui rentre, coco ! »

Il fait désormais partie intégrante de la main-d'œuvre. Il prospère, contrairement aux pigistes, sur les réductions budgétaires... normal, il ne coûte rien ! La période la plus faste, c'est l'été. Des signatures éphémères apparaissent dans les colonnes. Et, à la fin du stage, un pot de départ, un bon vieux « A la santé du confrère » entonné par la rubrique et la promesse, jamais tenue, qu'on le rappellera. A l'Humanité, comme à France-Soir, on a déjà vu des stagiaires devenir « chef de rubrique » par intérim : seul, pendant quelques jours, il devra

jongler avec l'AFP et l'actualité, suivre les réunions de rédaction !

- Le secteur presse de la CNT, s'il reconnaît l'aspect formateur des périodes de stages, exige la rémunération des stagiaires, au moins au niveau du SMIC. Tout travail effectué doit être payé.
- Nous exigeons également la prise en charge des frais de transport, de nourriture et de reportage des stagiaires. Personne ne doit payer pour travailler !
- Nous exigeons enfin une prise en compte de cette expérience, notamment pour l'obtention de la carte de presse.

Ratel, ancien stagiaire, CDI précarisable

INFOPRESS COMPRESSE SES SALARIÉS

Au cœur de la nuit, quand tout le monde dort ou presque, les journaux, à l'encre encore fraîche, sont finement décryptés par le pôle information de Sécodip.

Objectif : servir aux multinationales et aux institutions gouvernementales des revues de presses personnalisées, afin que les services de comm planifient leur plan média quotidien.

Dans les coulisses, ultra-hiérarchisation et encadrement de combat. Des méthodes de management qu'éclaircit les propos des « psychologues » du travail lors des formatages pour l'encadrement. Les salariés sont des enfants : « *Quand ils arrivent dans l'entre-*

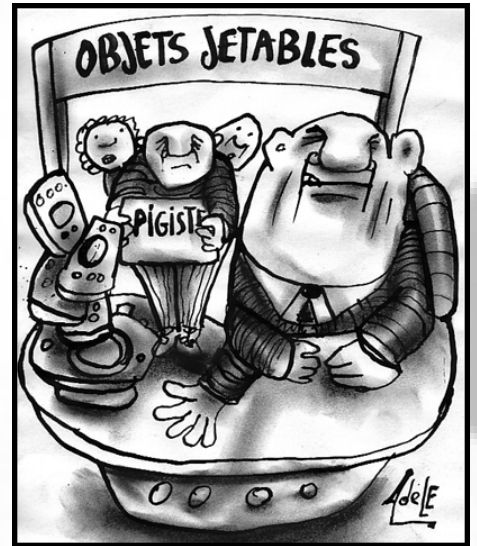
prise, ils sont curieux et posent des questions. Mais, au bout de deux ans, ils acquièrent une certaine autonomie, ce sont des adultes qui deviennent critiques et aigris. »

On n'aime pas trop les « adultes », chez Sécodip : recrutement de jeunes diplômés, bas salaires, taylorisme abrutissant, constitution de « dossiers » sur chaque salariés par les petits chefs : ici, prière de ne pas s'in-cruiter.

Et si les « enfants » s'organisaient ? La CNT a soutenu récemment l'élection de DP indépendants de la direction et du « syndicat » majoritaire. On avance, on avance !

Salariés d'Infopress, secteur presse

* Voir l'article Les petits yeux de Big Brother dans Un autre futur n°4



SECTEUR PRESSE : PREMIÈRE BOUGIE

Un an après les premiers pas du secteur presse, un bilan plutôt positif... et des perspectives.

Automne 2001-janvier 2002 : premiers contacts, puis première réunion : programmation d'un 4 pages et d'une réunion publique.

Avril-mai 2002 : le 4 pages sort : Ca presse n°0. La naissance du secteur presse est officialisée.

Septembre 2002 : 1^{ère} assemblée générale. Elles auront lieu désormais chaque mois.

Début 2003 : le secteur se constitue en syndicat intercorporatiste des métiers de la presse.

Depuis mai 2002, nous avons été actifs sur plusieurs fronts. Nous avons soutenu le travail de nos sections syndicales, Bellini et L'Humanité. Nous avons soutenu les salariés de France-Soir en lutte et ceux d'Infopress.

Nous avons par ailleurs développé des contacts dans plusieurs entreprises de presse. Nous avons noué des relations avec des syndicats et des adhérents en province et des syndicats européens (en Suède, en Allemagne et en Espagne). Enfin, nous nous sommes dotés de moyens de diffusion : une émission sur Radio libertaire, des pages consacrées à la presse dans la revue Un autre futur, un site Internet en service début 2003. Plus le Ca presse dont le n°1 est entre vos mains...

Nous commençons un travail sur la précarité, qui aboutira à des débats publics puis à une plate-forme revendicative en 2003. Pigistes, intérimaires, CDD, intermittents, la presse est riche en emplois précaires...

Nous participons à des initiatives de médias indépendants, particulièrement Indymédia, dont les sites parisien et niçois seront en place rapidement.

Beaucoup a été fait. Mais tout reste à faire ! Il sera nécessaire que bien d'autres encore nous rejoignent, pour participer à la construction d'un syndicalisme radicalement différent de celui existant dans la presse !

Secteur presse

C'EST LE SECTEUR PRESSE QUE V'LA !

L'information n'est pas une marchandise... ceux qui la font non plus ! Il est temps de s'organiser pour résister aux logiques patronales

Si l'information ne doit pas être une marchandise, elle l'est trop souvent. Et cette logique économique totalitaire inclut la marchandisation des travailleurs de la presse – dessinateurs, maquettistes, techniciens, secrétaires de rédaction, photographes, rédacteurs, éditeurs, correcteurs, typographes, iconographes, etc. Souvent précarisés, dépossédés de nos titres, devenus jouets pour des multinationales sans âmes, nous sommes conditionnés à l'exécution de recettes marketing, nous autocensurant, surtout ne pas déplaire... Les gratuits, les suppléments publicitaires plus ou moins déguisés, sont l'annonce de nos tristes lendemains. Dans ce contexte, inutile de s'étonner que l'image de

la presse ait du plomb dans l'aile, que les médias soient autant décriés.

Nous nous élevons particulièrement contre le corporatisme. Entre ouvriers, différentes catégories d'ouvriers (rotativistes, typographes...), entre journalistes (rédacteurs, secrétaires de rédaction, maquettistes), entre ceux-là et les employés... Chacun pour soi, l'exploitation pour tous, et les profits seront bien gardés... Des clivages fratricides... pour le plus grand bénéfice de qui ?

Parce que nous refusons d'être des pions au service des multinationales de la presse ;
Parce que nous sommes fiers de nos métiers et que nous voulons les faire bien ;
Parce que nous ne considérons pas l'information comme une marchandise ;
Parce que nous tous qui travaillons dans la presse, papier et Internet, audiovisuelle et radiophonique, avons des intérêts communs à défendre ;

Parce que se battre pour de meilleures conditions de travail c'est aussi se battre pour des médias libres ;

Parce que nous voulons prendre nos affaires nous-mêmes en main...

Nous avons créé le « secteur presse », pour affirmer et exercer notre conception du syndicalisme. Nous nous réclamons de l'intercorporatisme, car la division ne peut que servir les intérêts du patronat. Nous nous définissons des axes de lutte sortant de la seule défense d'intérêts catégoriels, car nous estimons, en tant que travailleurs de la presse, avoir un devoir d'information et de formation face à la toute-puissance de la désinformation.

Journalistes en pied, pigistes, ouvriers, photographes, employés, techniciens de l'audiovisuel, étudiants, fin gourmets ou anorexiques de l'information, rejoignez-nous !

Secteur presse

ABONNEMENTS

O « Je désire m'abonner à Ca presse, par mél en pdf ou par courrier postal (gratuit) ».

O « Je désire recevoir trois exemplaires gratuits du quinzomadaire confédérale, Le Combat syndicaliste (22 € 6 mois) ».

O « Je désire m'abonner à la newsletter du secteur presse (par mél à : presse.rp@cnt-f.org) ».

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : e-mail : Profession/Lieu de travail :